

<http://divergences.be/spip.php?article3551>



Hannah Arendt et le rêve d'une fédération post-nationale et post-coloniale

- Aujourd'hui - 2023 - Novembre 2023 -

Date de mise en ligne : dimanche 12 novembre 2023

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Cet article, publié le 23 octobre 2023, a été pris ici [Philosophie magazine](#) Si contestation il sera enlevé à la demande.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH314/arendt-2-b81b2.jpg>

Hannah Arendt

S'il est une philosophe qui a entretenu un rapport complexe avec l'État d'Israël et la question palestinienne, c'est assurément Hannah Arendt. Juive critique des organisations juives qu'elles accusera en particulier de complicité avec l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale, Arendt appréhende Israël avec un mélange de solidarité foncière et d'inquiétude marquée. Elle s'enthousiasme, sans doute, de l'établissement d'un « foyer national juif » en Palestine – et, à Paris, elle s'occupera dans les années 1930 du transfert d'enfants juifs vers la « Terre promise », ce qui sera l'occasion pour elle de s'y rendre une première fois en 1935.

Mais elle regarde avec méfiance la transformation de ce foyer d'innovation sociale et politique en un État-nation lancé dans une guerre sans fin avec les voisins arabes. En 1961, elle est de retour en Palestine israélienne pour couvrir le procès d'Adolf Eichmann : si elle approuve l'enlèvement du dignitaire nazi, elle conteste assez ouvertement la manière dont le procès est instrumentalisé, dans un moment où le jeune État hébreu cherche à asseoir sa position, comme un outil pour forger une cohésion nationale. « Le procès est celui de ses actes [ceux d'Eichmann], et non des souffrances des Juifs, il n'est pas celui du peuple allemand ou de l'humanité, pas même celui de l'antisémitisme et du racisme. »

Mais, le conflit avec le monde arabe s'exacerbant, la philosophe elle-même se laissera parfois gagner par une forme de patriotisme inquiet. Retour sur un parcours intellectuel et existentiel tout en nuances.

Années 1940 : examen du sionisme

La réflexion de Hannah Arendt sur la question israélo-palestinienne est indissociable de son interrogation du sionisme. Né au XIXe siècle, le sionisme marque pour Arendt un tournant dans l'histoire juive, « un élément [...] révolutionnaire dans la vie juive » : à la résignation, à l'acceptation des douleurs de l'errance sans fin se substitue le « désir de faire quelque chose au sujet du problème juif », le « désir d'agir et de résoudre ce problème ». Il s'agit, pour le judaïsme, de politiser son existence.

Ce grand mouvement fut, dès l'origine, pluriel. Arendt en identifie grosso modo deux grandes tendances. D'un côté, celui représenté en particulier par Theodor Herzl et le judaïsme d'Europe occidentale. L'objectif de Herzl est d'en finir avec l'antisémitisme. Or, à ses yeux, l'antisémitisme est d'abord une réaction des autres nations à la présence diasporique des Juifs. La solution s'impose dès lors, presque mécaniquement : il faut « transformer les Juifs en "une nation comme une autre" ». Le modèle auquel se réfère Herzl – qui est immanquablement la référence de son époque – est celui de l'État-nation, vivant replié sur lui-même dans une forme d'isolement immunitaire par rapport aux autres. « La réalité ne pouvait guère s'exprimer sous une autre forme sous celle de l'État-nation » ; les fondements du sionisme ont été posés à une époque où personne ne pouvait imaginer d'autre solution aux problèmes de la minorité ou des nationalités qu'un État-nation autonome avec une population homogène. Alors, pour Herzl, l'antisémitisme disparaîtra. Il faut donc « trouver un lieu dans la structure immuable de la réalité », celle des « peuples organisés en corps immuables », « où les Juifs seraient à l'abri de la haine et de la persécution » : « Un peuple sans terre se réfugierait dans une terre sans peuple où les Juifs, sans interférence avec les autres nations, pourraient développer leur propre organisme isolé. » Herzl rêvait, pour Arendt, d'une « fuite hors du monde ».

Évidemment, et c'est tout l'enjeu pour Arendt, « le pays dont il rêvait n'existait pas [...] Quoi que soit la Palestine, elle n'est pas un endroit où les Juifs puissent vivre isolés, ni une terre promise où ils puissent échapper à l'antisémitisme ». Mais ce courant nationaliste du judaïsme fera en sorte d'ignorer ce fait. Arendt souligne un « risque de conduire une nouvelle fois les Juifs hors de la réalité ». Et face à la réalité, tenace, d'un antisémitisme qui n'a évidemment pas disparu avec les débuts de l'État d'Israël, la philosophe anticipait une réaction épidermique, un raidissement nationaliste comme conséquence de cet aveuglement : « Certains dirigeant sionistes font semblant de croire que les Juifs peuvent se maintenir en Palestine contre le monde entier, et qu'eux-mêmes peuvent continuer une politique du tout et du rien envers et contre tous et tout. [...] Sous cet optimisme se dissimule un profond désespoir et une profonde acceptation du suicide. »

À côté de ce sionisme nationaliste, une nébuleuse antinationaliste se constitue. Formée principalement de Juifs d'Europe de l'Est, ceux qui partiront les premiers en Palestine, cette branche est souvent marquée par les idées socialistes. Elle s'accorde davantage avec la « tendance constante de la tradition juive, étrangère au nationalisme : l'universalisme, la prééminence du savoir et la passion de la justice ». Son objectif, en Palestine, est volontiers utopique : il s'enracine dans le « désir de construire un nouveau type de société où l'exploitation de l'homme par l'homme n'existerait plus », une « société fondée sur la justice, sur l'égalité, et l'indifférence au profit ». Ce mouvement pluriel « voyait dans la Palestine un centre culturel juif qui inspirerait le développement spirituel de tous les Juifs des autres pays, mais sans nécessité de l'homogénéité ethnique et de la souveraineté nationale ». Ce rêve utopique a eu deux grandes réalisations qui peuvent pour Arendt être source de « fierté nationale » : l'université d'une part ; les « implantations collectives », les kibboutzim, d'autre part, où s'exprima une inventivité fertile en formes sociales et politiques nouvelles. Sans ce « puissant ferment révolutionnaire », « pas un arpent de terre n'aurait été labouré » en premier lieu.

1942-44 : le programme de Biltmore et le congrès d'Atlantic City

Entre 1942 et 1944, Arendt s'inquiète de la radicalisation des positions des instances sionistes de plus en plus acquises à une vision nationaliste, et de leur incapacité à prendre en compte, à « rappeler et rappeler encore que la seule réalité permanente dans toute cette situation était la présence d'Arabes en Palestine », présence ineffaçable à moins d'un « État totalitaire ». Les sionistes ont « tout fait pour minimiser la question arabe », pour faire comme si cette question n'existait pas. « Les dirigeants sionistes étaient si occupés par la pensée que le peuple qui n'avait pas de terre avait besoin d'une terre vierge de tout peuple qu'ils en oubliaient simplement les populations locales. » Avec le programme de Biltmore, mis au point en 1942 par six cents délégués du mouvement sioniste international, s'affirme la volonté d'un « Commonwealth » juif comprenant toute la Palestine, au sein duquel les Arabes, pourtant sans doute majoritaires démographiquement, seraient une minorité légalement. Avec la résolution d'Atlantic City prise lors de la Conférence extraordinaire de guerre du Congrès juif mondial, le cas des Arabes au sein de l'État juif n'est même plus mentionné. Les « révisionnistes », la tendance la plus nationaliste, commencent à exprimer ouvertement l'idée d'un « transfert de tous les Arabes de Palestine » dans les pays limitrophes. Pour Arendt, avec ce genre de discours, « les sionistes ont perdu pour longtemps toute chance de pourparlers avec les Arabes ». Mais sur place, dans les implantations en Palestine, les socialistes aussi, dans leur utopisme concret, occultaient la question. « L'existence effective des Arabes ne les effleurait même pas [...] Les pionniers se contentaient du petit cercle à l'intérieur duquel ils pouvaient atteindre leurs idéaux ». Globalement, la question arabe est restée la « question cachée de la politique sioniste ».

La fin du mandat britannique en Palestine et proclamation de l'État d'Israël (1948) changera évidemment la donne. D'emblée, note Arendt, les deux parties campent sur des positions fondamentalement inconciliables. Les Juifs s'en remettaient à la « décision originelle des Nations unies » – la partition de la Palestine en deux États. Ils réaffirmaient, en même temps, leur préséance historique sur la Terre Sainte pour asseoir leur revendications. Les Arabes, de leur côté, revendiquaient un « droit tout aussi moral de s'en tenir au principe selon lequel la Palestine serait dirigée par sa majorité arabe actuelle, tandis que les Juifs se verraient accorder les droits d'une minorité ». La situation est dès lors

celle d'un face-à-face apparemment indépassable qui ne pouvait conduire qu'à l'affrontement, à la guerre. « Les Arabes ont décidé d'évacuer des villes et des bourgades entières plutôt que de rester dans un territoire dominé par des Juifs. » Avec l'évacuation de Haïfa et Tibériade, l'un des événements les plus significatifs de la guerre de 1948 selon Arendt, les dirigeants arabes « visaient les endroits où les relations de voisinage entre Arabes et Juifs n'avaient pas encore été complètement détruites ; ils visaient à exciter la colère des Arabes pour empêcher les dirigeants juifs de céder à la tentation de négocier ». Israël, de son côté, se conçoit de plus en plus comme un « petit îlot au milieu d'une mer arabe » menaçante.

La conséquence de ce face-à-face antagoniste ne pouvait être que l'« accession au pouvoir des groupes terroristes », avides de mener bataille, ce qui se produisit de part et d'autre. En dépit du bon sens, souligne Arendt : « Les dernières semaines de guérilla auraient dû montrer à la fois aux Juifs et aux Arabes combien la guerre dans laquelle ils se sont lancés promet d'être coûteuse et destructrice. [...] Si l'on prend en considération les intérêts vitaux objectifs des peuples juif et arabe [...] Le désir actuel des deux peuples de s'engager dans un combat sans merci n'est rien d'autre que pure déraison. » Mais cette évidence, qui devrait inviter au compromis, n'y change rien.

1947 : bilan de la vie en Palestine sous mandat britannique

Comment l'expliquer ? Pourquoi est-il, comme le diplomate Bernadotte en fera l'amère expérience, si difficile de faire reconnaître que « deux peuples différents cohabitent en Palestine » et qu'il « leur faudr[a] bien finalement vivre en paix » ? Comment expliquer que « les deux parties [soient] déterminées avec encore plus d'obstination à ignorer complètement le point de vue de l'autre », mais également leur « dénominateur commun » ? Comme l'écrit Arendt en 1948, le malheur de la situation tient à ce que « le dénominateur commun aux deux communauté [est] la ferme conviction que la force seule et non la raison trancherait leur conflit ». Si la violence apparaît comme la seule solution, c'est en grande partie parce que ces deux peuples, qui se côtoient pourtant depuis des décennies en Palestine, se sont très largement ignorés. Pendant tout le temps du mandat britannique, la tutelle du Royaume-Uni dispense en grande partie les deux de devoir apprendre concrètement, réellement, à vivre ensemble. Arendt évoque un climat d'« irresponsabilité », « une atmosphère où rien n'était tout à fait sérieux » : « Les deux parties sont devenues insouciantes, inclinant de plus en plus à ne tenir compte que de leurs propres intérêts et à négliger les réalités vitales du pays dans son ensemble », dont la gestion était l'affaire d'autres hommes. « Les Juifs ont méconnu l'éveil des peuples colonisés. [...] Les Arabes ont négligé de prendre en compte le rapide accroissement des forces juives », « la force des Juifs et leur volonté de se battre » pour leurs idéaux.

Bref, les deux peuples « se sont pratiquement ignorés l'un l'autre », incapables de « considérer leur proche voisin comme un être humain à part entière ». « Ces voisins avaient décidé que leurs modes de vie étaient différents au point de ne susciter qu'une mutuelle indifférence. » Les décennies de cohabitation, de voisinage parfois très intime, n'ont rien changé. « Trente années de voisinage intime n'ont que peu modifié le sentiment initial de complète étrangeté entre les Arabes et les Juifs. » Arendt s'arrête tout particulièrement sur le cas des Juifs : « Les Juifs ont oublié que c'étaient les Arabes et non les Anglais qui constituaient la réalité permanente de la politique au Proche Orient. [...] Pour les Juifs qui les ont fréquentés pendant tant d'années dans chaque ville, village ou commune, auxquels ils ont eu constamment affaire [...] les Arabes sont restés des fantômes, des êtres qu'ils n'ont pas pris en considération. » C'est que, note Arendt, toute l'entreprise d'édification d'un foyer national juif en Palestine était, d'un point de vue économique, une affaire qui « n'a jamais dépendu de la coopération judéo-arabe », mais bien davantage de la migration et des flux financiers de la communauté juive mondiale. « Les secteurs arabes et juifs étaient séparés par des cloisons pour ainsi dire étanches » et, ajoute Arendt, « tant que le nouvel État d'Israël bénéficiera d'un important soutien financier extérieur, la coopération judéo-arabe aura du mal à s'imposer comme nécessité économique ». Le foyer juif s'est développé « complètement isolé de ses voisins », comme une « plante en serre ». Il « pouvait s'imposer sans trop se soucier de ce qui se passait dans le monde environnant ».

La communauté juive en Palestine, a fortiori, « n'a accordé aucune attention aux conditions économiques des Arabes ». L'écart économique entre les deux peuples a pu nourrir un certain « ressentiment ». Mais dans l'ensemble,

aux yeux des Arabes, « les succès et les habitudes des Juifs apparaissent comme des images jaillies d'un conte de fées qui s'évanouiraient aussi miraculeusement qu'elles avait surgi. » De leur côté, les pionniers refusèrent d'employer la main-d'œuvre arabe, moins onéreuse, pour des raisons paradoxales : influencés par les idéaux socialistes, ils craignaient que leur projet ne « dégénère en une entreprise coloniale de l'homme blanc prenant appui sur le travail des autochtones et s'exerçant à leurs dépens ». Conséquence : « Pas une seule institution commune, pas un seul corps politique commun n'avait été édifié » au cours de la période du mandat britannique. Mais avec la guerre, « ce qui avait fait la fierté du peuple juif, le fait de n'avoir pas l'exploitation pour fondement, a finalement représenté une calamité lors de la dernière épreuve : s'ils avaient vécu au sein d'une économie commune, la fuite des Arabes n'aurait pas été possible ».

Ce « refus de se prendre mutuellement au sérieux » s'est largement accentué avec le conflit de 1948, l'un et l'autre des camps s'accusant d'être le jouet de puissances étrangères comme pour déréaliser les aspirations de l'autre. L'hypothèse du « complot international » fut en particulier mobilisé pour « trouver une explication plausible au fait que six États arabes n'aient pas réussi à remporter une seule victoire contre les forces minimes des Juifs en Palestine ». Mais globalement, Arendt souligne les effets délétères d'une « propagande [...] qui traite l'opposant réel comme une espèce de fantôme », ce qui « rend les négociations impossibles » en créant une « situation complètement irréaliste » où chacun exige sans faire le moindre compromis. « Juifs et Arabes ont exigé les uns des autres des choses tout à fait inconciliables. [...] Les Arabes n'ont jamais renoncé à l'idée d'un État arabe unitaire en Palestine », pas plus que les Juifs à « un État juif unitaire en Palestine ». Ces derniers ont fait valoir, pour asseoir leurs revendications, le fait que « l'histoire leur doit une réparation pour tous les maux qu'ils ont subi ». Les Arabes ont rappelé qu'« aucun code moral ne peut justifier la persécution d'un peuple pour soulager la persécution dont l'autre est victime ».

De part et d'autre, « l'idéologie » empêche la prise en compte de la complexité de la situation. Les Arabes voient les Juifs comme des « envahisseurs » cherchant à « expulser les Arabes de chez eux », par le prisme d'un « romantisme » anti-colonial qui ne correspond pas, pour Arendt, à la manière dont les Juifs se sont installés en Palestine. De l'autre, les Juifs perçoivent la situation à travers les lunettes déformantes d'un « tribalisme » nationaliste. L'inconciliabilité est, de part et d'autre, le signe d'une « abstraction des facteurs concrets de la situation », laquelle « empêche tout effort pour trouver un dénominateur commun entre deux peuples dont les intérêts communs apparaissent avec évidence à tous sauf à eux-mêmes ». La première guerre, à vrai dire, a rendu plus difficile encore la possibilité de trouver un dénominateur commun. Elle « détruisit tous les secteurs d'une économie mixte judéo-arabe et, avec l'expulsion de presque tous les Arabes des territoires conquis par les Israéliens, élimina le petit fondement économique sur lequel avaient reposé les espoirs » d'une conciliation, d'une paix.

1948 : proclamation de l'État d'Israël

Cette situation de face-à-face est exacerbée par l'imposition, sur la situation, d'une conception du politique où l'État-nation homogène ethniquement et culturellement apparaît comme la seule solution viable. L'État-nation a rapidement été perçu, après la fin du mandat britannique, comme une nécessité indépassable, admise sans réelle discussion. Tout l'enjeu, c'était de savoir quelle serait la nature de cet État dominant le territoire palestinien : État juif avec minorité arabe dominée, État arabe avec minorité juive dominée, où deux États produits par une partition du territoire selon des frontières soumises à une contestation permanente ? De part et d'autre, affirme Arendt, faute d'une volonté d'inventer d'autres manières de faire, chacun a essayé de « mettre la charrue avant les bœufs ».

Arendt pointe en particulier du doigt un « changement décisif de l'opinion publique juive » dans « l'atmosphère générale juive ». Le sionisme avait toujours été traversé par des divergences profondes d'orientation – et notablement par une composante « antinationaliste », notamment représentée dans les kibboutzim. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, au lendemain de la Shoah, le sentiment d'isolement des Juifs s'est radicalisé, avec l'idée que « tous les non-Juifs sont antisémites ». La « récente catastrophe en Europe » a produit un « changement de caractère national », un repli sur le nationalisme. « L'hostilité globale des non-Juifs [...] qui devait disparaître avec la

normalisation du peuple juif en Palestine », avec la fin de la diaspora, « est considérée à présent par les sionistes comme un fait immuable et éternel de l'histoire juive ».

Mais cet absolutisation dans la perception de l'antisémitisme produit une forme d'exaltation suicidaire du repli national : « Il n'y a à présent aucune organisation juive et presque aucun individu juif qui ne soutienne en privé ou en public la partition, et l'institution d'un État juif ». Pour l'opinion publique, « le moment est venu d'obtenir tout, ou rien, la victoire ou la mort ; les revendications arabes et les revendications juives sont inconciliables, et seule une décision militaire peut régler la question ; les Arabes, tous les Arabes, sont nos ennemis, et nous acceptons ce fait [...] L'expérience juive des dernières décennies [...] a fini par nous réveiller et par nous enseigner à prendre nos affaires en main. [...] Nous sommes prêts à mourir en combattant, et nous considérons comme un traître quiconque se tient sur notre chemin. [...] Le peuple juif a subitement cessé de croire en la survie comme en un bien en soi, et est passé d'un extrême à l'autre en quelques années. À présent, les Juifs croient en la lutte à tout prix et pensent que périr est une méthode politique raisonnable. » Arendt souligne une forme de sentiment eschatologique : le « verdict final de l'histoire », le « dénouement définitif » est arrivé. Il faut en découdre maintenant, maintenant que l'antisémitisme radical du monde est mis à jour. Arendt qualifie cette posture de « chauvinisme raciste » : représentation idéologique « irrémédiablement déconnectée des réalités de ce monde » qui rend inopérante toute négociation, tout compromis.

Au fil des textes, Arendt s'efforce de comprendre cet épuisement de l'antinationalisme au sein du sionisme. Les kibboutzim, comme le souligne Arendt, « sont peut-être la plus prometteuse des expérimentations sociales du XXe siècle, ainsi que la partie la plus enthousiasmante du foyer national juif » : « Dans une complète liberté sans interférence de l'État, ont été créés une nouvelle forme de propriété, un nouveau type de fermier, un nouveau mode de vie familial et d'éducation des enfants, et ont été trouvées de nouvelles solutions aux graves conflits entre ville et campagne, entre travail industriel et travail rural. » Les instigateurs de ces multiples implantations collectives ne se souciaient – et bien davantage, se défiaient – de l'objectif nationaliste de création d'un État. Concentrés sur leurs inventions sociales concrètes, ils se caractérisaient même par une certaine « abstention de la politique ». Les tenants de cette version du sionisme avaient comme « envie de fuir sur la lune, c'est-à-dire vers une région qui échappe à la méchanceté du monde », dans des « îlots de perfection ». « Cette manière de se consacrer avec enthousiasme aux problèmes immédiats [a] permis aux pionniers des kibboutzim de faire avancer leur œuvre sans être gênés par les idéologies les plus pernicieuses », « créant de nouvelles lois et de nouveaux types de comportements, établissant de nouvelles coutumes et de nouvelles valeurs » pour échapper à la brutalité de la civilisation moderne. Mais c'est également ce retrait de la vie politique qui a permis l'hégémonie de la tendance nationaliste.

Cette tendance contribuera largement à rendre le dialogue impossible en s'efforçant de « naturaliser », comme un droit éternel, les prétentions juives en Israël. Pour Arendt, c'est tout l'inverse qui est intéressant dans l'espoir d'expérimentation sociale et politique que représentait le foyer national juif. « Ce n'est pas la nécessité économique qui a incité les Juifs à partir en Palestine. [...] Le pays n'était pas attirant. [...] Les exploitations paysannes collectives, soutien de la société palestinienne et expression de son esprit pionnier, ne s'expliquent pas par des raisons d'ordre utilitaire », mais par un projet politique qui n'a rien de naturel. Après la catastrophe, « aucune réponse n'était naturelle ». Tout, dans le développement du foyer national juif, est « artificiel » : il « émane de la volonté du peuple juif ». Et c'est « précisément ce caractère artificiel qui conférait aux réalisations en Palestine leur signification humaine », pour Arendt. C'est lui qui fonde le « droit des Juifs sur la Palestine, acquis et fondé sur le travail juif » : « La mise en valeur de la Palestine est sans doute une grande réussite, et l'on pourrait en faire un argument important et même décisif en faveur des revendications juives en Palestine – en tout cas un meilleur argument et plus convaincant que ceux tirés de notre situation désespérée en Europe, qui veulent justifier par là la "moindre injustice" qui serait faite aux Arabes. » Mais les nationalistes se méfient de l'artifice, trop précaire, trop fragile : il veulent fonder leur droit sur la terre dans une autochtonie éternelle. La Palestine était pour eux « la seule réponse possible », « la seule solution » – le retour vers la Terre promise.

1948 : victoire d'Israël

La victoire de cette tendance, et son triomphe sur les Arabes coalisés pendant la guerre de 1948, inquiète la philosophe. « La guerre et les victoires israéliennes n'ont rien modifié ni résolu », au contraire : « Un chez-soi que mon voisin ne reconnaît pas comme tel et qu'il ne respecte pas n'est pas un chez-soi. Un foyer national juif que le peuple voisin ne reconnaît pas et ne respecte pas n'est pas un foyer, mais une illusion – jusqu'à ce qu'il devienne un champ de bataille. [...] Même un État juif en Palestine doté d'une majorité juive prédominante, autrement dit même une Palestine purement juive, serait une configuration extrêmement précaire sans un accord préalable des peuples arabes frontaliers. »

La victoire, et l'armistice subséquente, n'est pas une paix authentique, un « compromis » produit d'une « négociation ». C'est un pis-aller qui, sous couvert de faire cesser les hostilités, prépare de futurs affrontements. « Les Juifs victorieux [vivent] environnés par une population arabe entièrement hostile, enfermés entre des frontières constamment menacées, occupés à leur autodéfense physique au point d'y perdre tous leurs autres intérêts et leurs autres activités. Le développement d'une culture juive cesserait d'être le souci du peuple entier ; l'expérimentation sociale serait écartée comme un luxe inutile ; la pensée politique serait centrée sur la stratégie militaire ». « Sonnant le glas des expériences sociales du pays », l'armistice précaire « contraindrait le nouvel État d'Israël à mobiliser potentiellement l'ensemble du peuple de façon permanente : la menace constante d'une intervention armée aurait nécessairement des répercussions sur tout le développement économique et social, et risquerait de déboucher sur une dictature militaire. » Israël deviendrait « une de ces "petites tribus guerrières" » ayant définitivement tourné le dos à sa meilleure part, l'innovation sociale.

Arendt, qui souligne la « stérilité culturelle et politique des petites dictatures-nations très militarisées », conclut qu'« un État Juif » purement juif et guidé par des logiques strictement immunitaires « ne peut être institué qu'aux dépens du foyer national juif ». Un tel État serait un « pouvoir souverain dont le seul droit souverain serait celui de se suicider ». Or, pour Arendt, « le vrai but des Juifs en Palestine est de construire un foyer national juif. Ce but ne doit jamais être sacrifié à la pseudo-souveraineté d'un État juif ». Cet État juif autarcique, spartiate, encerclé de voisins hostiles, entravé dans ses possibilités de développement, serait condamné tôt ou tard, à moins de s'adosser au soutien de grandes puissances étrangères et de la communauté juive mondiale. Autant dire : s'il renonçait à sa souveraineté. Mais il faut parier que, à mesure qu'il se replierait sur lui-même, l'État hébreu s'éloignerait de la diaspora, que le soutien de celle-ci se ferait plus ténu, plus incertain. Israël, incapable de « se libérer d'une telle dépendance », serait englué dans la « situation peu enviable d'avoir à créer des situations d'urgence, c'est-à-dire contraint à une politique d'agression et d'expansion [...] prolongeant artificiellement [la] guerre » pour garantir les flux financiers dont dépendrait son existence.

« Que le peuple continuât à dépendre de "miracles" » – d'un soutien économique extérieur à l'écosystème régional – « et fût incapable de s'adapter aux nécessités objectives », voilà qui condamne la situation. Reprenant allusivement le thème du doux commerce, souligne l'importance de l'établissement d'une symbiose économique. Celle-ci a manqué, ce qui explique l'emballement du conflit : « Des aspirations nationales justifiées ont pu se transformer en un nationalisme latent du fait qu'elles n'étaient pas contrôlées par des intérêts économiques », par une intrication concrète des existences. Il n'en demeure pas moins, pour Arendt, qu'en dépit de la réalité de plus en plus tragique, la coexistence, et plus encore la paix, sont des conditions d'épanouissement des deux communautés en Palestine. Inlassablement, elle réaffirme la « possibilité » d'une « étroite coopération entre deux peuples, l'un incarnant ce qu'il y a de plus moderne dans la civilisation européenne, l'autre à peine sorti de l'oppression coloniale ».

1948-67 : l'espoir d'une solution fédérative

À ses yeux, cette possibilité est en réalité une nécessité. La poursuite de la guerre porterait un « coup d'arrêt au développement des deux peuples ». « La paix au Proche-Orient est indispensable à l'État d'Israël, au peuple arabe

et au monde occidental. [...] L'idée d'une coopération arabo-juive, bien que jamais mise en pratique et apparemment aujourd'hui moins réalisable que jamais, n'est pas une rêverie idéaliste mais la simple formulation du fait que sans elle, toute entreprise juive en Palestine est condamnée. [...] Beaucoup d'occasions pour une amitié judéo-arabe ont déjà été manquées, mais aucun de ces échecs ne peut modifier le fait essentiel, à savoir que l'existence des Juifs en Palestine en dépend. [...] Juifs et Arabes pourraient être contraints par les circonstances de montrer au monde qu'il n'y a pas de fossé entre deux peuples qui ne puisse être comblé. » La paix « ne peut être imposée de l'extérieur ; elle ne peut être que le résultat de négociations, de compromis entre les deux parties ». Par conséquent, celle-ci suppose une « compréhension d'intérêts communs, débouchant ainsi sur une étroite coopération économique et politique ».

Ces intérêts communs, on l'a dit, sont tout sauf immédiats dans la situation de 1948 : Juifs et Arabes vivent sur une même terre comme en deux mondes séparés. L'espoir d'une paix « ne peut être fondé sur quoi que ce soit qui relève de l'ordre de la nécessité économique ». Cependant, pour peu qu'on s'en donne les moyens, les avantages de la paix apparaissent dès lors qu'on prend en compte l'avenir de la région. Il est possible de « provoquer une coopération économique et politique ». Sans les Arabes, sans le développement économique des populations arabes, l'économie juive n'aura aucun débouché assez conséquent et continuera à vivre sous perfusion. Si le Proche-Orient ne se modernise pas, Israël restera dépendant de l'aide extérieure. Mais le monde arabe peut lui aussi largement bénéficier, dans son développement, de la coopération avec Israël. « La communauté juive en Palestine peut devenir un facteur très important dans le développement du Proche-Orient. » De fait, elle l'a déjà été en grande partie. « La Palestine était et demeure un pays pauvre », un « environnement désespérément misérable et stérile ». « Le pays s'est transformé en trente ans de manière aussi radicale que s'il avait été transplanté sur un autre continent, et ce sans conquête ni tentative pour exterminer les populations autochtones. [...] Ses richesses n'étant que le produit du travail des Juifs, elles disparaîtront vraisemblablement si jamais les Juifs sont chassés du pays. »

D'un point de vue géopolitique, la « balkanisation » conduirait à faire du Proche-Orient le terrain d'affrontement des grandes puissances. « L'indépendance de la Palestine », ce tout « petit pays », « ne peut être obtenue que sur la base d'une solide coopération judéo-arabe. » La Palestine ne doit pas se fragmenter pour survivre : elle doit au contraire se fédérer. « L'indépendance souveraine d'un minuscule pays [est] impossible. » Arendt croit même à la possibilité que la Palestine, si elle parvient à surmonter les défis auxquels elle fait face, constitue une « avant-garde dans les relations internationales ». Elle y croit d'autant plus que, « exclus de l'histoire officielle pendant des siècles, [les Juifs] n'ont pas de passé impérialiste à faire oublier ». L'installation des Juifs de l'alya (immigration vers la Terre Sainte) en Palestine n'a pas été, Arendt le réaffirme, une colonisation. « L'édification d'un foyer national juif n'était pas une entreprise coloniale où des Européens seraient venus exploiter les richesses étrangères à l'aide de la main-d'œuvre autochtone et aux dépens de celle-ci. » Les Juifs, du reste, en marge de la politique pendant des millénaires, paraissent en bonne place pour inventer d'autres manières politiques de coexister, alors que le modèle de l'État-nation auquel chacun s'accroche comme point de référence absolu, semble plus nocif qu'autre chose à la situation.

Arendt le répètera : « La souveraineté nationale, qui avait été si longtemps le symbole même du libre développement national, est devenue le plus grand danger pour la survie nationale des petites nations. » Les ressources pour dépasser cet horizon ne manquent pas. La communauté juive en Palestine a constitué un véritable « État dans l'État », « plus moderne que les gouvernements les plus avancés du monde occidental » sous le mandat britannique. Cet « État » était organisé d'une manière particulièrement innovante : « Les syndicats prirent en main tous les secteurs qui sont d'ordinaire administrés par le gouvernement. » Ce gouvernement sans souveraineté « permettait des expériences telles que les exploitations collectives et les coopératives ». C'est avec une telle inventivité politique qu'il faut renouer, pour Arendt.

Son point de vue, s'il a pu évoluer, gardera une certaine constance : le refus des solutions mobilisant l'idée d'État-nation (ni État juif, ni État arabe, ni bipartition de la Palestine, car « il est tout simplement ridicule de croire

qu'une nouvelle partition d'un si petit territoire [...] pourrait résoudre le conflit existant entre deux peuples »). Et la promotion de solutions « fédératives » ou « confédératives » – d'un État national constitué de « deux entités politiques indépendantes » avec « gouvernement commun », dont la structure « évite la dangereuse opposition majorité-minorité » qui finit toujours par dégénérer en domination tyrannique. Il faut échapper, dit Arendt, à « la tentation de résoudre les conflits nationaux en créant tout d'abord des États souverains et en accordant ensuite les droits de la minorité ». À ses yeux, « une fédération véritable est constituée de différents éléments politiques [...] clairement reconnaissables qui tous ensemble composent l'État. [...] Les conflits nationaux peuvent se résoudre du fait que le problème insoluble majorité-minorité n'existe plus ». L'État fédératif allie « différents peuples ayant des droits égaux ». Il doit s'appuyer « sur des conseils locaux judéo-arabes », afin de rendre possible une intrication de plus en plus étroite, en particulier « une participation bien définie à la mise en valeur par les Juifs d'un pays ». La construction de ces structures du vivre-ensemble doit se jouer d'abord au « niveau le plus élémentaire, qui est aussi le plus important, celui de la proximité et du voisinage ».

1967-73 : à l'épreuve de la réalité

La position d'Arendt est analogue à celle du rabbin Judah Magnes, auquel la philosophe rend hommage : soit « une Palestine binationale », soit « la domination d'un peuple par un autre » – « soit [...] une coopération arabe, soit [...] la guerre ». Il faut en ce sens, pour l'un comme pour l'autre, aller plus loin qu'une simple fédération de la Palestine : celle-ci devrait constituer la « première pierre d'une plus vaste structure fédérative au Proche-Orient et dans la région méditerranéenne », à même de garantir l'indépendance de la zone tout en garantissant une place à chaque peuple, y compris à ceux qui n'ont pas, à l'époque, d'État. Arendt souligne en ce sens la valeur de l'horizon proposé par Abba Eban, qui cherche à inclure toutes les nationalités dans une confédération régionale. « L'insistance nationaliste sur la souveraineté absolue dans d'aussi petits pays [...] ne peut conduire qu'à la balkanisation de toute la région et à sa transformation en champ de bataille où s'affronteraient les intérêts conflictuels des grandes puissances. [...] La seule attitude réaliste consisterait en une politique d'alliance avec d'autres peuples méditerranéens qui renforcerait la position locale juive en Palestine et assurerait de véritables sympathies avec nos voisins. »

Cette hypothèse, évidemment, semble plus lointaine que jamais aujourd'hui. Déjà en 1948, Arendt la réaffirme tout en soulignant combien elle semble « irréalisable » – combien ce qui compte désormais, c'est un « effort timide pour aboutir à la pacification ». La proclamation de l'État d'Israël constitue un « fait accompli » avec lequel il faut désormais compter. Si la philosophe se méfie de cette solution nationaliste, elle témoignera d'une vive solidarité avec l'État hébreu. Dès avant la fondation du pays, à vrai dire, elle s'exprimait en faveur de la création d'une force de défense capable de protéger le foyer national, sans quoi celui-ci serait un « cadavre vivant », condamné à devenir « la victime de l'histoire mondiale ». Lors de la guerre des Six Jours de 1967, elle se décrit comme une « épouse de guerre » et note, inquiète : « Toute véritable catastrophe m'affecterait plus profondément que quoi que ce soit d'autre. » Dans une lettre à Jaspers, elle écrit : « Les Israéliens ont fait un travail merveilleux » et ajoute que « Nasser devrait être pendu immédiatement ». Lors de la guerre du Kippour de 1973, elle évoque « les nouvelles plutôt effrayantes d'Israël » dans sa correspondance avec la journaliste américaine Mary McCarthy.

C'est que dorénavant, le destin du « foyer national juif » et celui de l'État d'Israël paraissent indémêlables. « La Palestine et l'existence d'un foyer national juif constituent aujourd'hui le grand espoir et la grande fierté des Juifs dans le monde entier. Ce qui arriverait aux Juifs, individuellement et collectivement, si cet espoir et cette fierté devaient disparaître dans une nouvelle catastrophe est presque inimaginable. [...] Je ne sais pas – je ne veux même pas savoir – ce qui arriverait aux Juifs du monde entier et à l'histoire juive dans l'avenir si nous connaissions une catastrophe en Palestine. » Il n'en demeure pas moins, comme ne cessera de le répéter Arendt, que la question arabe demeure, quoiqu'inadressée, « la seule question politique et morale de la politique israélienne ».